

### III. Caisse publique de chômage

#### 1. Activité de la caisse

La Caisse publique de chômage déploie son activité sur tout le territoire de la République et Canton du Jura. Elle collabore étroitement avec le personnel des ORP, en répondant à toutes les questions qui se posent au sujet de l'indemnisation. Les demandeurs d'emploi, en s'annonçant à l'office communal du travail, choisissent la caisse auprès de laquelle ils vont déposer leur demande.

En plus des indemnités de chômage proprement dites, l'assurance-chômage connaît :

- l'indemnité en cas de réduction de l'horaire de travail,
- l'indemnité en cas d'intempéries,
- l'indemnité en cas d'insolvabilité de l'employeur, versée uniquement par la Caisse publique de chômage,
- les mesures relatives au marché du travail.

Au cours de l'année 2003, la Caisse publique de chômage a dû faire face à une augmentation très conséquente de son volume de travail. En effet, les unités de prestations (statistique des cas traités) passent de 39 411 en 2002 à 54 910 en 2003. D'autre part, si l'on se réfère au montant total des prestations versées, ce dernier est en augmentation de plus de 10 millions par rapport à l'année précédente. L'indemnité de chômage accuse une hausse de 6,6 millions. Les indemnités en cas de réduction de l'horaire de travail ont encore augmenté de 1,6 million. Quant à l'indemnité en cas d'insolvabilité, elle enregistre aussi un surplus de dépenses de 1,1 million. Pour faire face à ce surcroît de travail, il a été fait appel à du personnel supplémentaire afin de satisfaire au mieux notre clientèle.

Il convient aussi de préciser que la loi sur l'assurance-chômage (LACI) a subi de profonds changements au 1<sup>er</sup> juillet 2003. Ces modifications législatives ont nécessité une formation du personnel et un temps d'adaptation a été nécessaire.

Enfin, dans le cadre de l'application de la LACI par les caisses de chômage, une nouvelle convention entre la Confédération suisse, représentée par le Département fédéral de l'économie, et le Fondateur de la caisse de chômage du canton du Jura a été signée le 30 septembre 2003. L'ancienne convention impliquant une gestion basée principalement sur un indice de référence exprimé en «unités de prestations par poste à temps complet» est remplacée au 1<sup>er</sup> janvier 2004 par un système de décompte basé sur un montant exprimé en «francs par unités de prestations». A noter toutefois que cette nouvelle convention sera toute aussi contraignante que l'ancienne.

## 2. Statistiques

Les chiffres qui suivent se rapportent uniquement aux affaires traitées par notre caisse de chômage. Ils ne reflètent donc pas la situation de l'ensemble du canton.

	2002	2003
Nouvelles annonces	1 367	1 559
Décomptes mensuels effectués	10 259	14 408
Décomptes mensuels pour la réduction de l'horaire de travail	183	191
Décomptes mensuels pour intempéries	15	32
Décomptes pour l'insolvabilité	34	158
Autres cas traités	206	293
Divers motifs	331	524
Unités de prestations	39 411	54 910

### Situation du chômage dans le canton

	31.12.2002	31.12.2003
Nombre de chômeurs par district:		
- Delémont	893	1003
- Porrentruy	435	562
- Franches-Montagnes	103	148
<b>Total</b>	<b>1431</b>	<b>1713</b>
Taux de chômage:	4,4%	5%
Nombre des demandeurs d'emploi par district:		
- Delémont	1181	1444
- Porrentruy	634	812
- Franches-Montagnes	138	205
<b>Total</b>	<b>1953</b>	<b>2461</b>
Taux des demandeurs d'emploi	6%	7,2%

### 3. Comptabilité

#### Compte d'exploitation

Dépenses	2002	2003
Indemnités de chômage	12 620 735.05	19 200 536.15
Allocations pour enfants	518 732.90	682 104.20
Indemnités en cas de réduction de l'horaire de travail	2 955 676.35	4 545 719.50
Indemnités en cas d'intempéries	49 549.55	258 063.15
Indemnités en cas d'insolvabilité	109 490.30	1 237 608.50
Frais de projet	2 852 474.10	3 387 515.65
Allocations de formation	113 538.40	157 872
Frais de cours	1 008 248.85	1 257 233.70
Restitution frais de cours bénéficiaires	---	3 950.--
Allocations d'initiation au travail	280 225.35	435 636.50
Frais de déplacements quotidiens	18 780.05	18 394.05
Frais de déplacements hebdomadaires	5 263.90	14 243.65
Avances AEP Accords bilatéraux	---	6 705.15
Frais d'administration	706 748.85	885 142.90
Frais de justice et procédure	---	200.--
Frais de poursuites	283.05	733.30
Bonification risque responsabilité	---	5 780.--
Intérêts débiteurs	4.55	35.50
Autres amortissements	0.20	925.45
Différence d'arrondi	---	-.05
Fonds de roulement	964 203.10	---
<b>Total</b>	<b>22 203 954.55</b>	<b>32 090 499.40</b>
<b>Recettes</b>		
Avances pour paiements	21 000 000.--	30 000 000.--
Intérêts actifs	6 287.35	4 133.95
Remboursement d'indemnités en cas d'insolvabilité	121 967.45	104 268.75
Recettes stages professionnels	20 856.75	33 169.40
Restitutions anciennes prestations	---	2 326.55
Retenues AVS	635 898.05	968 440.30
Retenues SUVA	370 815.50	563 116.50
Retenues LPP	48 129.45	76 584.40
Recettes de frais de justice	---	200.--
Recettes de frais de poursuites	---	234.65
Fonds de roulement	---	338 024.90
<b>Total</b>	<b>22 203 954.55</b>	<b>32 090 499.40</b>

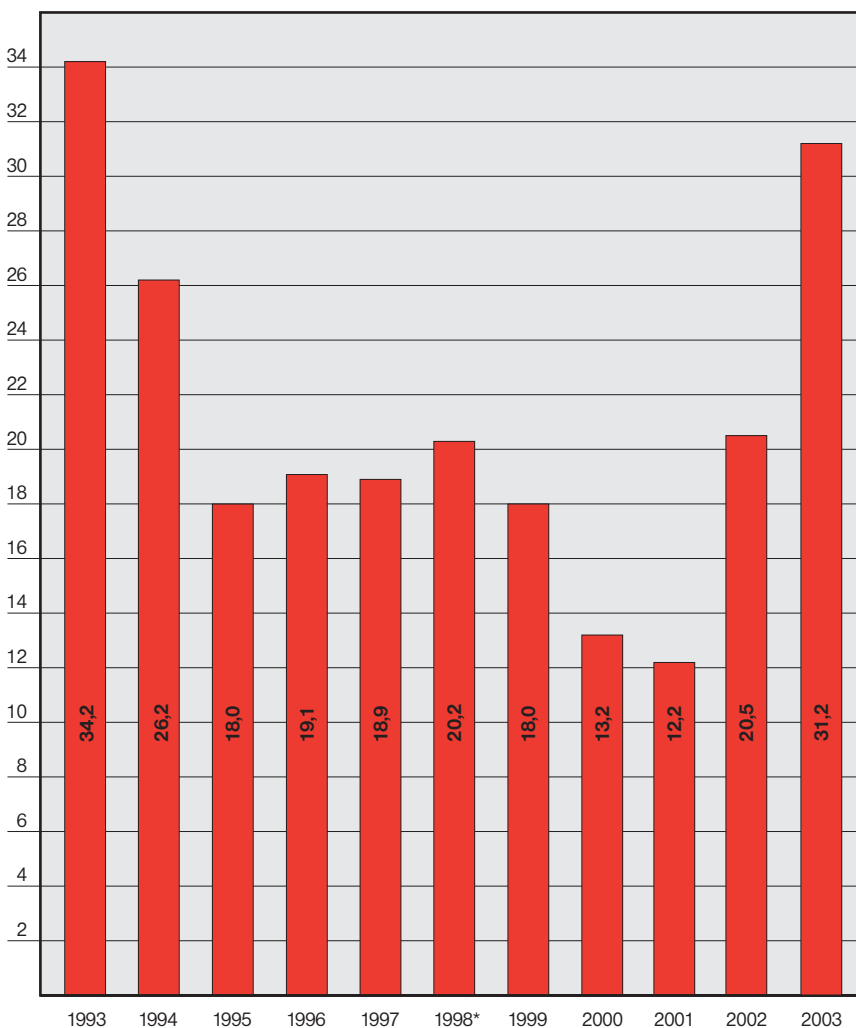
## Bilan de clôture

<b>Actifs</b>	<b>2002</b>	<b>2003</b>
CCP	10716.36	25651.91
Banques	1 134 310.25	1 060 966.55
Impôt anticipé	2 200.60	1 367.05
Avances aux assurés	772 822.05	724 012.25
Demandes de restitution	155 984.85	111 486.30
Créances art. 29 LACI	207 660.90	424 430.10
Créances d'insolvabilité	550 508.95	1 371 669.75
Créances stages professionnels	9 703.30	17 573.65
Mobilier et machines de bureau	82.--	82.--
Hardware	7 887.--	26 028.--
Actifs transitoires	23 387.75	--
<b>Total</b>	<b>2 875 264.01</b>	<b>3 763 267.56</b>
<b>Passifs</b>		
Prestations non transmissibles	274.50	2 000.--
Créancier (impôt à la source fédéral IC)	21 351.95	26 711.40
Autres créanciers	201.90	39 009.15
Provisions (art. 29 LACI)	207 660.90	439 659.30
Provisions pour insolvabilité	550 508.95	1 371 669.75
Provisions bonification risque responsabilité	911.30	6 708.05
Provisions stages professionnels	13 004.70	17 573.65
Passifs transitoires	--	116 611.35
Fonds OFIAMT au 31 décembre	2 081 349.81 *	1 743 324.91 *
<b>Total</b>	<b>2 875 264.01</b>	<b>3 763 267.56</b>

* soit:	<b>2002</b>	<b>2003</b>
Fonds OFIAMT au 1 <sup>er</sup> janvier	1 117 146.71	2 081 349.81
Fonds de roulement	964 203.10	- 338 024.90
Fonds OFIAMT au 31 décembre	2 081 349.81	1 743 324.91

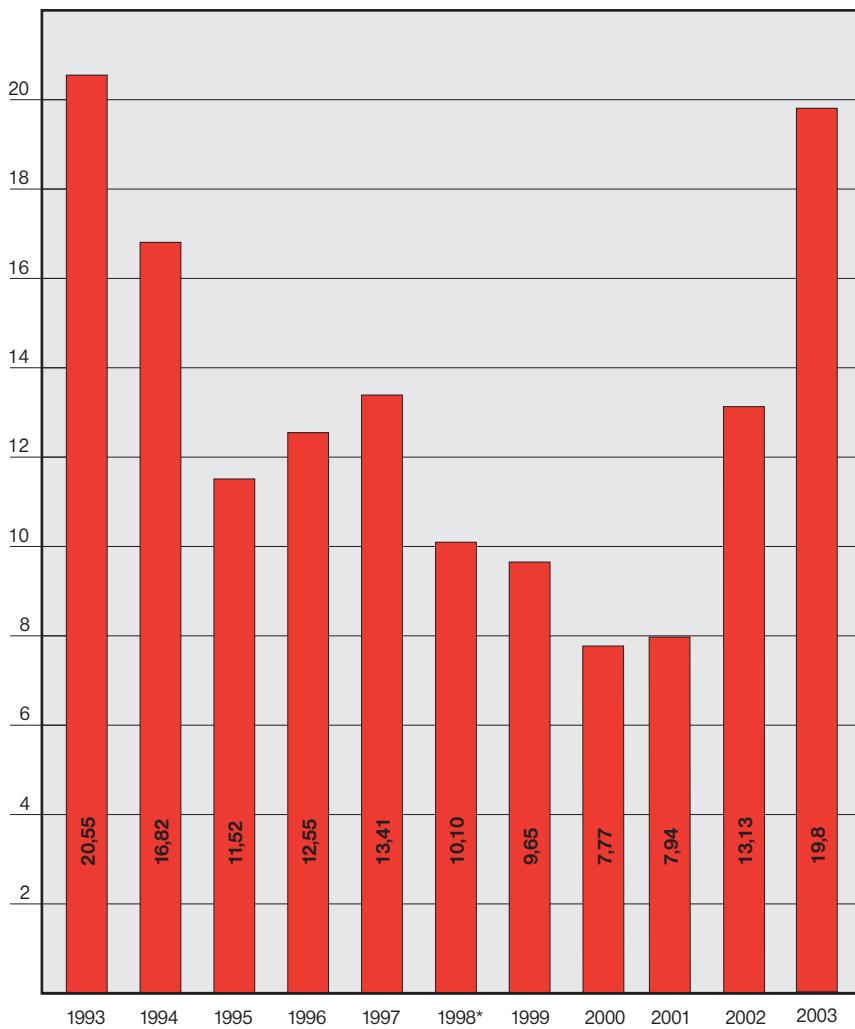
## 4. Evolution des dépenses

Totalité des prestations versées (en millions de francs)

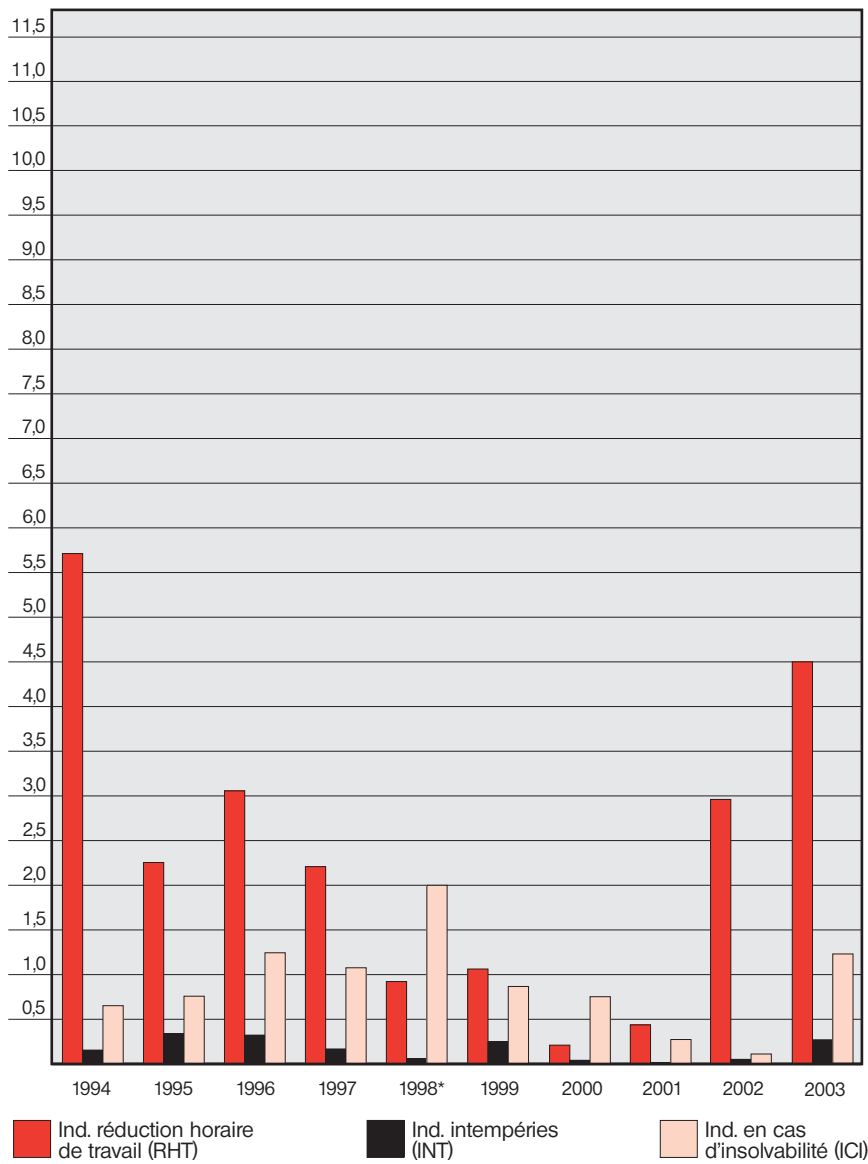


\* Prestations sur 11 mois (1.2.-31.12.1998) y compris les nouvelles mesures relatives au marché du travail

Indemnités de chômage (en millions de francs)

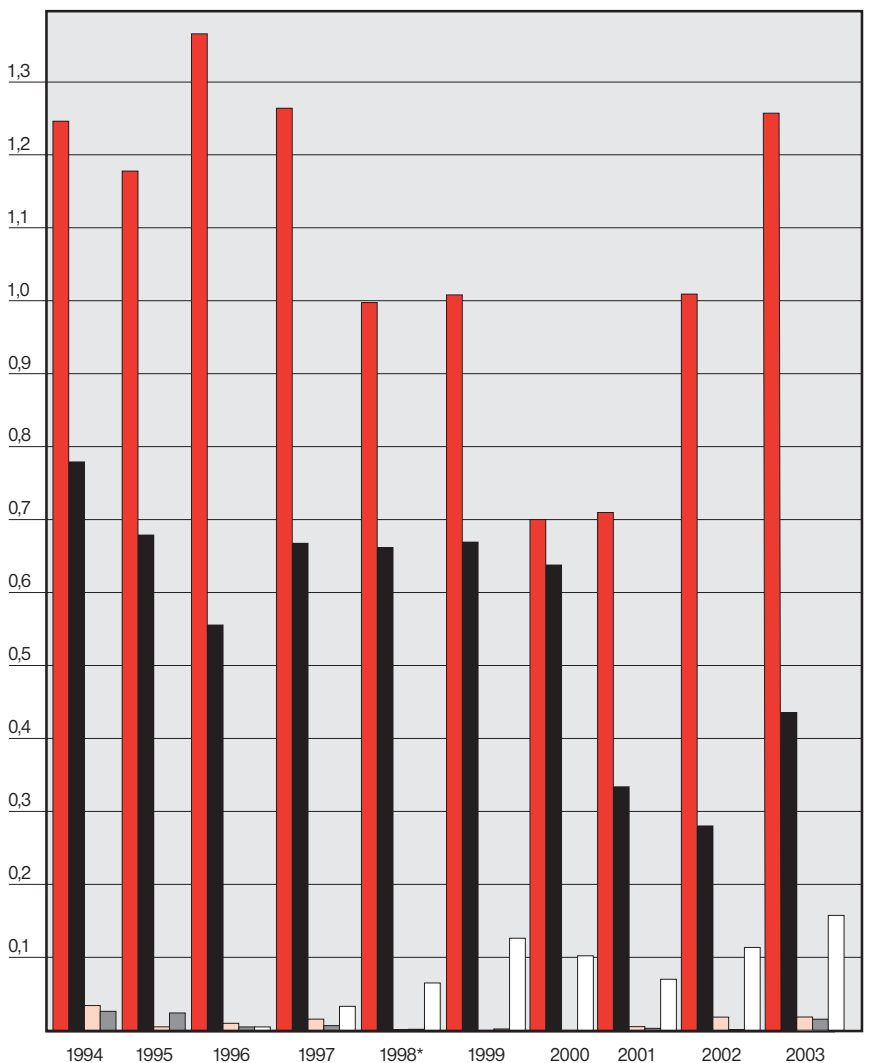


Indemnités RHT - INT - ICI (en millions de francs)



\* Prestations sur 11 mois (1.2.-31.12.1998)

Mesures relatives au marché du travail (en millions de francs)



Frais de cours      Frais de déplacement quotidien      Allocations de formation

Initiation au travail      Frais de séjour hebdomadaire

\* Prestations sur 11 mois (1.2.-31.12.1998).



## 2. Jugements rendus par les tribunaux

### Tribunal cantonal

Matières	Cotisations AVS/AI APG/AC		Art. 52 LAVS		Prestations AVS		Prestations AI		Prestations AC		Prestations complément.		Alloc. famill. agricoles et fédérales		Alloc. famill. aux salariés et non-actifs		Assurance-maladie		Total		Cas traités	
	R	A	R	A	R	A	R	A	R	A	R	A	R	A	R	A	R	A	R	A		
1991	5	2	0	0	1	0	15	4	5	1	10	2	0	0	3	0	0	0	0	39	9	48
1992	12	2	0	1	2	0	15	5	10	1	11	2	0	0	0	0	0	0	50	11	61	
1993	11	1	0	0	1	1	25	10	12	3	6	2	0	0	4	0	0	0	59	17	76	
1994	6	1	0	1	2	0	14	9	14	4	8	5	1	0	6	2	0	0	51	22	73	
1995	8	0	0	1	3	0	20	10	7	0	10	3	0	0	2	0	0	0	50	14	64	
1996	5	2	0	0	3	0	17	7	10	3	10	2	0	0	1	0	0	0	46	14	60	
1997	3	2	2	1	1	0	21	6	6	3	5	3	0	0	1	0	3	0	42	15	57	
1998	4	0	0	4	0	0	5	5	6	4	11	3	0	0	1	2	4	0	31	18	49	
1999	5	1	0	3	2	0	26	12	3	2	9	3	0	0	2	0	3	0	50	21	71	
2000	7	1	0	3	3	1	30	23	10	1	9	0	0	0	7	6	2	2	68	37	105	
2001	10	0	3	8	2	0	36	17	5	1	8	2	0	1	4	1	1	0	69	30	99	
2002	1	0	0	1	1	0	33	22	3	0	10	0	0	0	3	3	0	0	51	26	77	
2003	0	0	1	1	3	0	7	2	3	0	12	1	0	0	2	4	1	1	29	9	38	

R = rejeté / A = admis

### Tribunal fédéral

Au cours de l'année 2003, le Tribunal fédéral a statué sur 10 affaires portées devant sa juridiction. Il a rejeté les recours d'un rentier AVS qui demandait le versement des rentes d'enfants à lui-même et non à la mère des enfants, d'un bénéficiaire de PC qui demandait à exclure de ses revenus l'usufruit qui lui était attribué et d'un rentier AI qui prétendait au rétroactif total de ses rentes sans compensation des avances faites par la commune. Il a également statué 5 fois en faveur de l'Office AI dans 5 cas de rente AI et admis 2 recours d'assurés concernant un cas de rente AI et une mesure médicale.

## Caisse publique de chômage

Jean-Marie **Boillat**, chef du service (01.09.79)

Carine **Dubois**, agente administrative à 63 % (01.10.02)

Isabelle **Gogniat**, agente administrative (01.11.87)

Nathalie **Roy**, agente administrative (06.05.02)

Nicole **Sauser**, agente administrative (13.01.03)

Mariève **Terville-Frésard**, agente administrative à 38 % (01.08.95)

Anne-Astrid **Vettese**, agente administrative (12.12.91)

Marie-Claire **Veya**, agente administrative (01.01.02)

Christel **Frey**, employée auxiliaire (19.05.03)

*Aline Rebetez, employée auxiliaire (09.12.03 – 31.12.03)*

*Florian Ourny, employé auxiliaire (17.11.03 – 04.12.03)*